

003.3 - CI/ALP

Mexico, le 17 octobre 1989

Conférence Régionale des Ambassadeurs(Mexico, 6 au 9 octobre 1989)QUESTIONS ECONOMIQUES

(Meneur de discussion : M. l'ambassadeur Girard)

1. ENDETTEMENT ET FINANCEMENT EN AMERIQUE LATINE

L'ambassadeur Girard rappelle que le but du Plan Brady était de réduire les sorties de capitaux et provoquer de nouveaux apports d'argent frais en vue de permettre une reprise économique des pays concernés et leur retour sur les marchés des capitaux. Il constate que, jusqu'ici, les résultats sont médiocres et que, dès lors, les pays endettés doivent porter eux-mêmes le fardeau essentiel de la solution du problème de la dette. Les questions qui se posent sont les suivantes : a) est-ce que les pays concernés ont la capacité politique et économique de mener à bien les ajustements internes nécessaires et b) état du dialogue avec les partenaires extérieurs. Jusqu'ici on a vu des signes encourageants au Mexique et en Argentine, il s'agira de voir si les efforts requis sont soutenable à longs termes.

Selon l'ambassadeur Ramseyer, le Plan Brady a connu sa première application au Mexique car ce pays a une frontière commune de 3000 km avec les Etats-Unis et que ces derniers ne peuvent pas voir leur voisin destabilisé. Parallèlement, dès son entrée en fonction, le Président Salinas a déclaré que le pays a fait d'énormes efforts pour assainir son économie, qu'il doit maintenant reprendre le chemin de la croissance et que, dans ce but, il faut donc essayer de limiter le service de la dette (la dette extérieure est de l'ordre de 100 à 110 mia de dollars, la dette interne de 48 mia). Malgré le pessimisme de certains milieux quant à l'ampleur des résultats financiers de l'accord conclu par le Mexique avec les banques privées, le pays avait besoin de cet accord pour des raisons politiques, économiques et sociales. Le gouverneur de la Banque centrale mexicaine estime actuellement que 60% des créances seront traitées selon l'option 2 (réduction des intérêts), 20% selon l'option 1 (réduction du principal) et 20% selon l'option 3 (argent frais). Il vient également de déclarer que, grâce à la confiance ainsi créée, on a pu constater un retour de capitaux de 2,5 mia de dollars. On peut dire que jusqu'ici, le plan Brady a apporté au Mexique : a) un regain de confiance; b) une baisse substantielle des taux d'intérêts internes, et donc du service de cette dette; c) un retour des capitaux. Ici, le plan a des chances de réussir car le Mexique possède une stratégie et les structures politiques et économiques capables de l'affronter.

- L'ambassadeur Fritschi - Argentine - explique la différence entre les propos de Menem, candidat, et les premiers 100 jours du président Menem. Dès son arrivée au pouvoir le président a fait une sorte de coalition avec l'économie privée (notamment le groupe Bunge et Born) et a pris des mesures dans le domaine de la stabilisation des prix et des salaires (en accord également avec les syndicats). L'inflation est ainsi descendue rapidement au taux mensuel actuel de 9%. La dette extérieure est de 60 mia de dollars, dont des arriérés du temps d'Alfonsín de 6 mia, la dette

./..



- 2 -

interne de 5 à 6 mia. Mais il ne faut pas oublier les 7 mia de dollars "cachés sous les matelas" des Argentins! Si, en dépit des bons résultats initiaux, les programmes économiques précédents n'avaient pas réussi, c'est parce que les autorités n'avaient pas adopté les réformes structurelles nécessaires, notamment en ce qui concerne les entreprises étatiques. Or, dans son programme économique de crise, Menem entend, entre autres, diminuer les dépenses et augmenter les recettes de l'Etat, et a par exemple entrepris d'importantes augmentations des tarifs. On voit déjà les premiers succès du plan Menem : les exportations agricoles, antérieurement pratiquement bloquées, ont repris d'une manière substantielle, les caisses de l'Etat sont en train de se remplir, les comptes de l'Etat et la balance commerciale montrent des résultats positifs, un des 7 mia "sous les matelas" est revenu à la surface, les réserves de devises atteignant 12 mia, bref, la confiance est de nouveau là. De plus, l'Argentine a obtenu un crédit relais de 1,4 mia de dollars du FMI, et Menem s'est engagé personnellement à respecter les conditions énumérées dans la lettre d'intention avec le FMI. Grâce audit crédit, il n'y a pas eu besoin de recourir à un prêt des Etats-Unis (à ce propos, M. Blickenstorfer -Etats-Unis- précise que, vu de Washington, on estime que ce prêt n'a pas été demandé parce que Menem n'était pas sûr de le recevoir). Est-ce que l'Argentine dispose d'institutions internes permettant de mener à bien ce plan ? Il y a là le problème des syndicats. Alfonsín n'avait pas la volonté politique nécessaire tandis que Menem a fait montre de sa force dès le début en déclarant illégale une grève de la CGT. Ceci a créé un désaccord à l'intérieur de cette organisation, qui avait soutenu la candidature de Menem, et qui est en ce moment divisée entre les partisans de Menem et ses adversaires. Selon l'ambassadeur Girard, l'Argentine peut être considérée un cas modèle pour d'autres pays, dans le sens que, d'une part, les mesures qui ont été adoptées touchent en premier lieu la classe moyenne urbaine (dont dépend la stabilité du pays), et, d'autre part, à cause de la nécessité d'un appui formel et d'un nouveau dialogue avec la communauté internationale.

M. Blickenstorfer introduit une note de prudence teintée de pessimisme. Les banques privées n'ont pas apprécié les pressions exercées par le président Bush, elles augmentent leurs réserves, ce qui signifierait qu'elles ne sont pas disposées à fournir des nouveaux fonds aux pays endettés.

L'ambassadeur Dietschi relève que le Vénézuela a renoué le dialogue avec le FMI en diminuant sensiblement ses prétentions (réduction de la dette de 50%). Il observe que le cumul des capitaux en fuite dépasse la totalité de la dette extérieure.

L'ambassadeur Girard souligne que, si d'un côté on note au Mexique et maintenant aussi en Argentine une stratégie d'ouverture et de remise en ordre de l'économie, ainsi qu'un dialogue avec les institutions de Bretton Woods, un dialogue avec le Brésil a historiquement toujours été difficile.

De son côté, l'ambassadeur Bruggmann, qui définit le Brésil comme une "puissance impériale", explique, qu'en fait, ce pays va bien (8e puissance économique mondiale avec un solde actif de la balance commerciale de 19 mia de dollars), il aurait la capacité de faire face à ses obligations, mais il n'en a pas la volonté. De toute manière, jusqu'aux élections de mars, il ne faut pas s'attendre à des réformes, ou à l'accepta-

./..

tion de "conditionnalités" de la part du Brésil. En même temps, grâce à la grande patience de la population, il n'y a pas lieu de craindre une déstabilisation du pays.

En Bolivie (M. Gerosa, chargé d'affaires), le peuple a déjà beaucoup souffert, mais il reste facile à gouverner. Depuis la mi-août, ce pays a un nouveau président de gauche, mais 9 ministres, avec des portefeuilles clés, sont de droite. On peut donc supposer une continuité de la politique économique et financière suivie par le gouvernement antérieur.

L'ambassadeur Niederberger relève que la Colombie ne connaît pas encore vraiment les problèmes de dette extérieure (17,5 mia de dollars) et que, pour le moment, les Colombiens sont très fiers de la crédibilité dont ils jouissent dans ce domaine. Toutefois, en raison de l'instabilité politique, des pertes des revenus des ventes du café et des narco-dollars, l'économie est entrée dans une phase de stagnation et la Colombie risque, à l'avenir, d'être confrontée à des problèmes de dette et de récession.

Selon l'ambassadeur Rial, en Uruguay, la dette extérieure n'est que de 6,3 mia de dollars, mais représente une lourde charge pour un pays de 3 mio d'habitants. Montevideo a donc entrepris des discussions préliminaires à ce sujet à Washington. La question de la dette est devenue un levier de la campagne électorale pour les élections présidentielles.

Enfin, au sujet des relations avec la BIRD et le FMI, l'Argentine est décidée à faire d'abord par elle-même de l'ordre dans sa maison (privatisation, moins d'Etat) avant de recourir à l'aide extérieure; la Bolivie dépend en grande partie du soutien de ces deux institutions, ce qui pourrait se traduire par une certaine perte de pouvoir de la part du gouvernement, le Mexique est en excellents termes avec les institutions de Bretton Woods et très fier de l'aval qu'elles ont donné à sa politique; il en est de même de l'Equateur qui maintenant demande de recevoir lui aussi un traitement de faveur des U.S.A. dans le cadre du Plan Brady.

2. COMMERCE, INVESTISSEMENTS, TECHNOLOGIE

L'ambassadeur Girard remarque que le Mexique a fait école dans la reprise du dialogue avec les institutions internationales. Depuis son adhésion au GATT, on a noté un mouvement dans le même sens de la part du Guatemala, du Salvador et du Costa Rica. En même temps, et on a pu le voir lors de l'entretien avec le ministre mexicain du commerce Serra Puche, on constate également une grande disponibilité à discuter et faciliter les conditions d'accueil des investissements étrangers et, dans le domaine de la propriété intellectuelle, une conscience accrue de l'importance du facteur de protection des brevets, de la nécessité de rétablir la compétitivité et de ne pas protéger par trop l'économie nationale. Quant au Brésil, son rôle dans les discussions commerciales a toujours été énorme. C'est sans doute le pays le plus difficile avec lequel négocier; mais à la fin, il est toujours prêt à faire les "deals" nécessaires. L'ambassadeur Girard s'interroge enfin sur les véritables motifs du rapprochement des pays d'Amérique centrale vers le GATT.

Selon l'ambassadeur Bruggmann, du point de vue légal et institutionnel, le Brésil a entrepris quelques mesures de libéralisation, mais ceci ne se traduit pas toujours dans la pratique. Le Brésil n'est pas pauvre, il peut payer; il devrait être plus libéral, mais il ne le veut pas.

L'adhésion au GATT du Costa Rica (ambassadeur Bucher) répond plutôt à des pressions des Etats-Unis qu'à une réelle volonté du pays. En général, ni l'administration ni les entrepreneurs ne savent vraiment ce qu'est le GATT. Mais ce pays, qui a entrepris les ajustements structurels souhaités et qui, jusqu'à il y a quelque temps, avait été défini en tant que pays modèle, se demande pourquoi il n'est maintenant pas considéré comme pays prioritaire dans le cadre du plan Brady.

Au Guatemala (ambassadeur Hold), l'adhésion au GATT répond aux pressions des Etats-Unis mais a également des raisons économiques internes (besoin d'ouverture, de diversification, de devenir "salonfähig" économiquement et politiquement). Le Honduras a, lui, des problèmes de dette extérieure. Des négociations en vue d'obtenir des nouveaux crédits n'ont pas eu jusqu'ici de succès. Le gouvernement de ce pays qui aura des élections en novembre, souligne qu'il ne peut pas demander des sacrifices additionnels à sa population et à ses électeurs. Entretemps, on prend des demi-mesures (insuffisantes) qui vont dans la direction des souhaits du FMI.

L'ambassadeur Girard s'enquiert au sujet de l'attitude future dans les négociations de Genève (par exemple au sujet de la propriété intellectuelle), des pays membres depuis longtemps du GATT. Une deuxième question dans ce contexte concerne les trois pays latino-américains antérieurement très actifs et qui dernièrement ont passablement réduit leur rôle dans la défense des intérêts des pays en développement.

En Argentine (ambassadeur Fritschi), le président Menem a entrepris une politique d'ouverture vers l'extérieur et d'égalité des droits des investissements étrangers. A la suite de fortes pressions des Etats-Unis, l'Argentine a promis qu'elle adopterait une nouvelle approche dans la question de la propriété intellectuelle. L'ambassadeur Girard relève toutefois que l'attitude plus positive de l'Argentine ne se note pas encore dans les négociations de Genève.

En ce qui concerne l'affaire Hamburger, l'ambassadeur Niederberger souligne que l'Equateur est très gêné d'avoir dû indemniser ce Suisse protégé par un accord de protection des investissements. Pour cette raison, l'Equateur ne veut plus, dans le futur, conclure d'autres accords similaires. Il en résulte (ambassadeur Girard) qu'un APPI a un effet positif et crée de la confiance, mais que, dans la mesure du possible, il serait au fond souhaitable de ne pas devoir l'invoquer.

Du point de vue macro-économique, l'économie du Chili (ambassadeur Meili) va relativement bien. Ce pays a également pu réduire sensiblement sa dette extérieure. Mais dans le futur, il lui faudra des nouveaux capitaux et des nouveaux investissements permettant la croissance de l'économie. Le Chili est très ouvert aux investissements étrangers et aux SWAPS (grâce auxquels il a pu racheter un mia de dollars de dette). Les partis d'opposition envisagent de maintenir la loi sur les investissements étrangers; ils sont par contre opposés aux SWAPS (vente de la patrie aux étrangers). Mis à l'index par la communauté politique inter-

nationale, le Chili de Pinochet essaie de se comporter comme élève modèle en matière économique. Un danger économique et politique existe dans le futur quand le pays sera régi par un gouvernement démocratique, si le prix des matières premières, et notamment le cuivre, devait s'effondrer. A propos des matières premières, l'ambassadeur Girard relève que l'Uruguay Round a, à son programme, l'ouverture et la sécurité des marchés (qui permettrait d'éviter des cas comme celui des raisins chiliens), mais constate que le nombre des pays qui pourraient en bénéficier est limité (Brésil, Argentine, Mexique), tandis que d'autres payent actuellement une politique de prix artificiellement hauts. Nous nous trouvons donc dans un processus d'assainissement et de diversification de la production.

Enfin, l'ambassadeur Kaiser informe sur le "Sonderfall" de Cuba qui ne cherche pas d'ajustements et revient actuellement vers une idéologie marxiste-léniniste pure. Aujourd'hui, ce pays ne reçoit plus de crédits de l'extérieur. Seul fait exception le tourisme (joint-ventures avec l'Espagne), domaine où, toutefois, l'infrastructure fait gravement défaut. Cuba déclare son intérêt au renforcement du système du GATT (il fait partie des pays fondateurs !), mais, en réalité, il poursuit une politique d'autarcie.

3. PRESENCE ECONOMIQUE DE LA SUISSE EN AMERIQUE LATINE

L'ambassadeur Girard observe que l'Amérique latine représente un petit marché, concentré sur quelques pays et dont on ne voit pas de développement particulièrement réjouissant, mais qu'en même temps on note des signes de libéralisation et des potentialités importantes.

L'ambassadeur Dietschi (Venezuela) souligne l'importance d'un soutien de la part de la GRE et de l'OSEC. La coopération avec ce dernier s'est améliorée, mais sa récente réorganisation, le manque de coordination OSEC - associations économiques, l'absence d'un programme et d'une pratique proches des réalités économiques créent des difficultés aux efforts des exportateurs et de l'ambassade. Au Venezuela, on a élaboré un modèle de coopération OSEC - Ambassade (assistant commercial) - Chambre de commerce, adapté aux réalités du pays - une information à ce sujet fait partie des documents distribués à tous les participants. Dans son nouveau programme économique, le Venezuela envisage des simplifications du système trop bureaucratique, des importations, des échanges, etc. Après 30 ans de protectionnisme, l'évolution sera lente. Toutefois, nous ne devons pas nous contenter d'attendre, car la concurrence, notamment les Japonais, est déjà en train d'arriver.

Au Brésil (ambassadeur Bruggmann), la Suisse, avec 2 mia de dollars est le quatrième investisseur et le troisième réinvestisseur. Toutefois, il n'y a pas d'argent nouveau; ceux qui sont ici réinvestissent, mais il n'y a pas de nouveaux investisseurs.

L'ambassadeur Girard prie les participants d'exprimer leurs sentiments au sujet du danger pour l'image des produits suisses face à une concurrence étrangère plus agressive (Japon, Corée, Chine, Australie).

Au Chili (ambassadeur Meili), la concurrence étrangère est importante, mais la Suisse pour le moment ne perd pas de terrain, c'est un des pays où nous investissons encore (p. ex. dans le cuivre). Mais nous devons nous confronter aux subventions à l'exportation de nos concurrents.

L'importance de la présence économique de la Suisse au Mexique (ambassadeur Ramseyer) réside principalement dans l'étendue de nos investissements (Nestlé, la plus grande entreprise du secteur alimentaire mexicain, Holderbank, 2e dans le circuit). L'ouverture économique, mais surtout le programme de privatisation offrent des opportunités qu'il ne faut pas manquer (par ex. téléphones). Il faut rester vigilants. Il y a d'immenses projets électriques dans le Nord, mais nous (Sulzer) ne semblons pas en mesure d'obtenir des contrats, le Japon et l'Allemagne passent avant nous. La mission mixte (OFAEE-VORORT) qui s'est rendue au Mexique en avril nous a créé un énorme goodwill à tous les niveaux. Ce qui compte est le timing, nous avons été les premiers à venir après l'entrée en fonction de la nouvelle administration.

L'ambassadeur Niederberger (Colombie) observe que l'intérêt des entreprises suisses et des milieux économiques suisses pour l'Amérique latine est en diminution. Il décrit les difficultés rencontrées afin d'obtenir une participation de nos entreprises à une Swissweek. On constate une sorte d'arrogance de la part de nos entrepreneurs. Les Suisses se portent trop bien et ils négligent les petits marchés, ce qui, de l'avis de l'ambassadeur Girard, est un manque de calcul à long terme. Des propos analogues, documentés avec des exemples, sont également exprimés par les Chefs de Missions à Cuba, au Chili, en Uruguay et en Bolivie. Enfin, l'ambassadeur Fritschi s'enquiert au sujet de la réouverture de la GRE vers l'Argentine (selon l'ambassadeur Girard, la GRE connaît un processus d'ajustement et dans le futur on devrait pouvoir compter avec plus de flexibilité) et M. Wehrli (Panama) s'enquiert quant à la possibilité d'une édition en espagnol de "Swiss Business".

En ce qui concerne les séminaires de promotion des exportations des pays en voie de développement, l'ambassadeur Niederberger souligne qu'il s'agit en soi d'une bonne idée, mais il rappelle les difficultés qu'il a rencontrées pour trouver des candidats colombiens pour un tel séminaire organisé à St-Gall. L'ambassadeur Rial relève l'excellent climat de dialogue qui s'est créé avec son pays de résidence à l'issue d'un projet Suisse-ONUDI de financement d'une centrale de promotion des exportations uruguayennes en Europe.

Reprenant les soucis exprimés au sujet de la nonchalance et du manque de politique de l'industrie et du commerce privé suisses, l'ambassadeur Andres (Canada) remarque qu'il n'y a plus de stratégie globale (économie-administration) et souligne la nécessité d'une concertation OFAEE-groupes faïtiers en vue de promouvoir les marchés en dehors de l'Europe. Sur ce même thème, M. Pedotti (Equateur) trace un parallèle avec ce qui s'est passé avec notre industrie des montres et observe que des pays, la France ou l'Italie, grâce à des méthodes commerciales plus agressives que les nôtres, ont pris notre place pour des produits qui étaient, dans le passé, typiquement des exportations suisses.

- 7 -

En résumant les discussions sur les questions économiques l'ambassadeur Girard arrive aux conclusions suivantes :

1. Une confirmation que les gouvernements se sont engagés dans des efforts d'assainissement en profondeur. Certains signes positifs dans différents secteurs, tel que l'ouverture aux échanges dans le cadre du GATT, ainsi qu'aux investissements et, en moindre mesure, la protection de la protection intellectuelle confirment cette impression. Toutefois, ce phénomène doit encore être consolidé.
2. La place de la Suisse, en ce qui concerne les investissements est importante, ce qui nous vaut une reconnaissance de la part des pays concernés (mais dans certains Etats on observe une certaine stagnation). Il faut donc profiter de l'image de notre présence.
3. Notre économie tend à négliger les potentialités de ces pays, son calcul se fait à trop court terme. Les missions mixtes peuvent avoir un impact important si le timing est bien choisi. Il faudrait enfin sensibiliser nos organisations faïtières.



SCHWEIZERISCHE VERTRETUNG
REPRÉSENTATION SUISSE

in / à MEXICO

| | | | | | | |
|------------------------|-------|----------|----|--|--|-------|
| an | RUE | | | | | a/a |
| datum | 20.10 | | | | | 3.11. |
| visa | ✓ | | | | | 11 |
| EDA | | 20.10.89 | 11 | | | |
| Ref. p. B. 75.63. (1). | | | | | | |

D F A E

Div. Pol. II

A l'att. de Monsieur A. Rüegg

Ihr Zeichen
Votre référence

Ihre Nachricht vom
Votre communication du

Unser Zeichen
Notre référence

Datum
Date

003.3 - CI/ALP

17.10.1989

Gegenstand / Objet

Conférence Régionale des Ambassadeurs -
(Mexico, 6 - 9 octobre 1989) - Procès-verbaux

Je vous envoie ci-joint les procès-verbaux des discussions du samedi 7 octobre 1989 (questions politiques et économiques), ainsi que l'exposé de Mme C. Krieg concernant les questions politiques et administratives.

Les procès-verbaux des discussions des dimanche 8 et lundi 9 octobre vous parviendront par le prochain courrier.

Kopien: RUE - 04 - KRI - CA - PK - CO

Kawi (g. Nord + Nordw)

zur Stellungnahme, 25.10.89

(List: 6.11.89)

L'Ambassadeur de Suisse :

Paul A. Ramseyer.

(Ramseyer)

Annexes ment.